

EN QU(O)I LES FRANÇAIS ONT-ILS CONFIANCE ? BAROMÈTRE 2021

Antoine Bristielle

22/02/2021

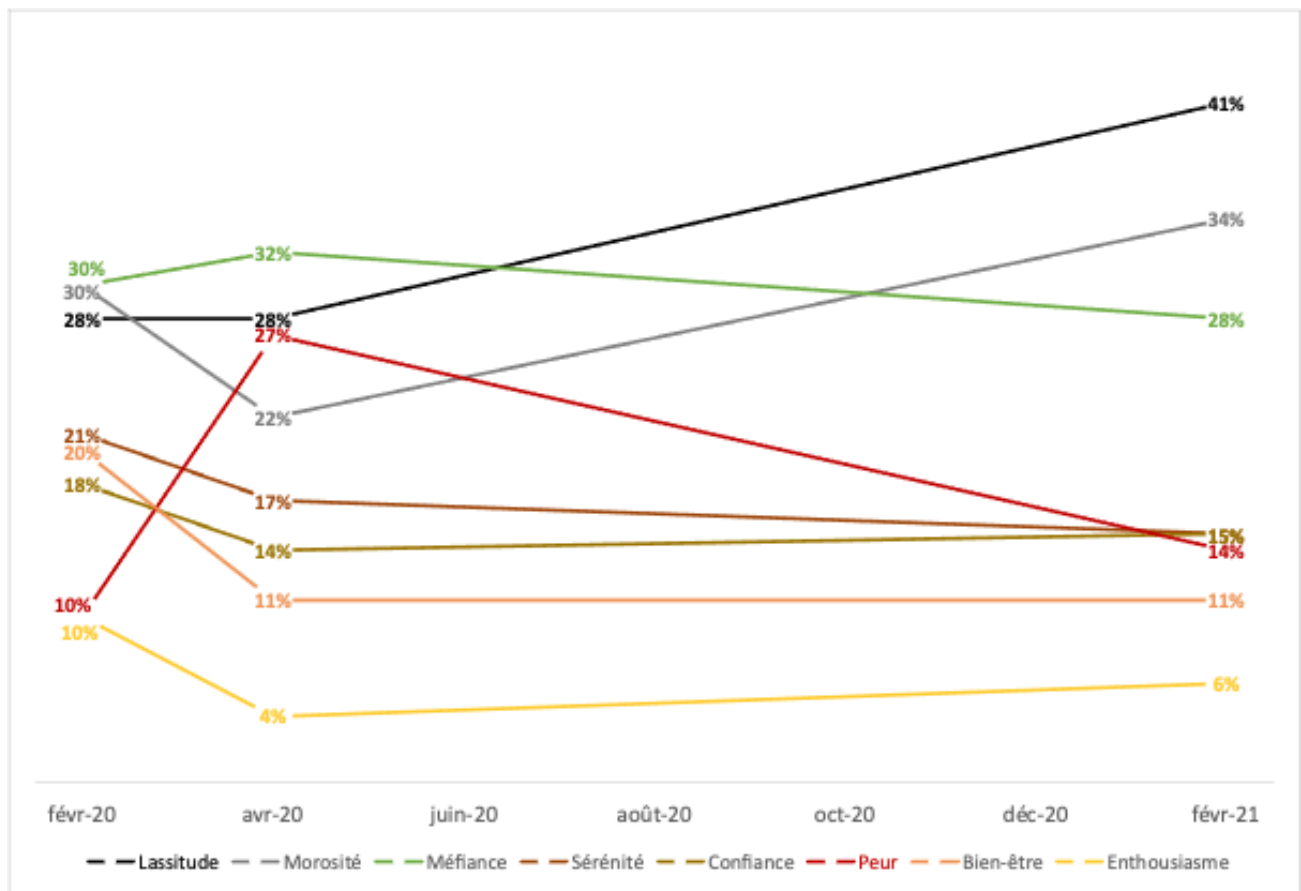
Cette année encore, la Fondation Jean-Jaurès est partenaire du Baromètre de la confiance politique. Entre pessimisme, peur des conséquences économiques de la crise et regain de confiance dans les institutions, les résultats de cette vague 12 montrent l'impact majeur de la crise sanitaire sur les attitudes des Français. Antoine Bristielle livre pour la Fondation son analyse de cette enquête réalisée par OpinionWay.

[Lire les résultats du Baromètre de la confiance en politique 2021](#)

Entre pessimisme et morosité : les Français face à une crise sanitaire qui s'enracine

D'ici quelques semaines, nous fêterons l'anniversaire du premier confinement. Face à cette crise sanitaire qui dure et devant une perspective de sortie encore incertaine, force est de constater que l'état d'esprit des Français est particulièrement marqué par cette situation. Entre février et avril 2020, dans la période du premier confinement et face à un virus aux effets encore inconnus, c'est le sentiment de peur qui avait bondi. En avril 2020, 27% des Français indiquaient que ce sentiment était l'un de ceux qui caractérisaient le mieux leur état d'esprit actuel, soit 17 points de plus que deux mois auparavant. Aujourd'hui, ce sentiment est retombé à des niveaux quasiment équivalents à la période d'avant crise.

Figure 1. Qualificatifs caractérisant le mieux l'état d'esprit des Français (plusieurs réponses possibles)










Mais si les Français ont moins peur, ils n'éprouvent néanmoins pas pour autant des sentiments positifs, loin de là. Désormais, la morosité (34%) et la lassitude (41%) caractérisent le mieux l'état d'esprit des Français. Nous sommes désormais dans une seconde phase de la crise sanitaire où ses effets souterrains sont plus craints que ses effets directs. Si cette morosité nous rapproche de nos voisins italiens, elle nous distingue néanmoins largement des Allemands et des Britanniques, qui, même dans cette période compliquée, disent toujours éprouver des sentiments beaucoup plus positifs. Dans ces deux pays, malgré une remontée des sentiments plus négatifs, c'est, en effet, le sentiment de sérénité qui arrive en premier.

Figure 2. L'état d'esprit des Européens

7558
individus

Q1. Parmi les qualificatifs suivants, quels sont ceux qui caractérisent le mieux votre état d'esprit actuel ?
Plusieurs réponses possibles – Total supérieur à 100%

	 Total	 France	 Allemagne	 Royaume-Uni	 Italie
Sérénité	31%	15% ↓ -6	40% ↓ -7	42% ↓ -4	23%
Lassitude	30%	41% ↗ +13	15% ↗ +8	31% ↗ +12	40%
Morosité	21%	34% ↗ +12	14% ↗ +7	16% ↗ +1	24%
Bien-être	17%	11% ↓ -9	26% ↓ -5	18% ↓ -3	10%
Confiance	17%	15% ↓ -3	16% → =	16% ↓ -3	23%
Méfiance	16%	28% ↓ -2	11% ↗ +3	7% ↗ +1	20%
Peur	14%	14% ↗ +4	14% ↗ +5	10% ↗ +3	19%
Enthousiasme	6%	6% ↓ -4	4% ↓ -1	10% ↓ -2	6%
NSP	2%	2%	2%	2%	1%

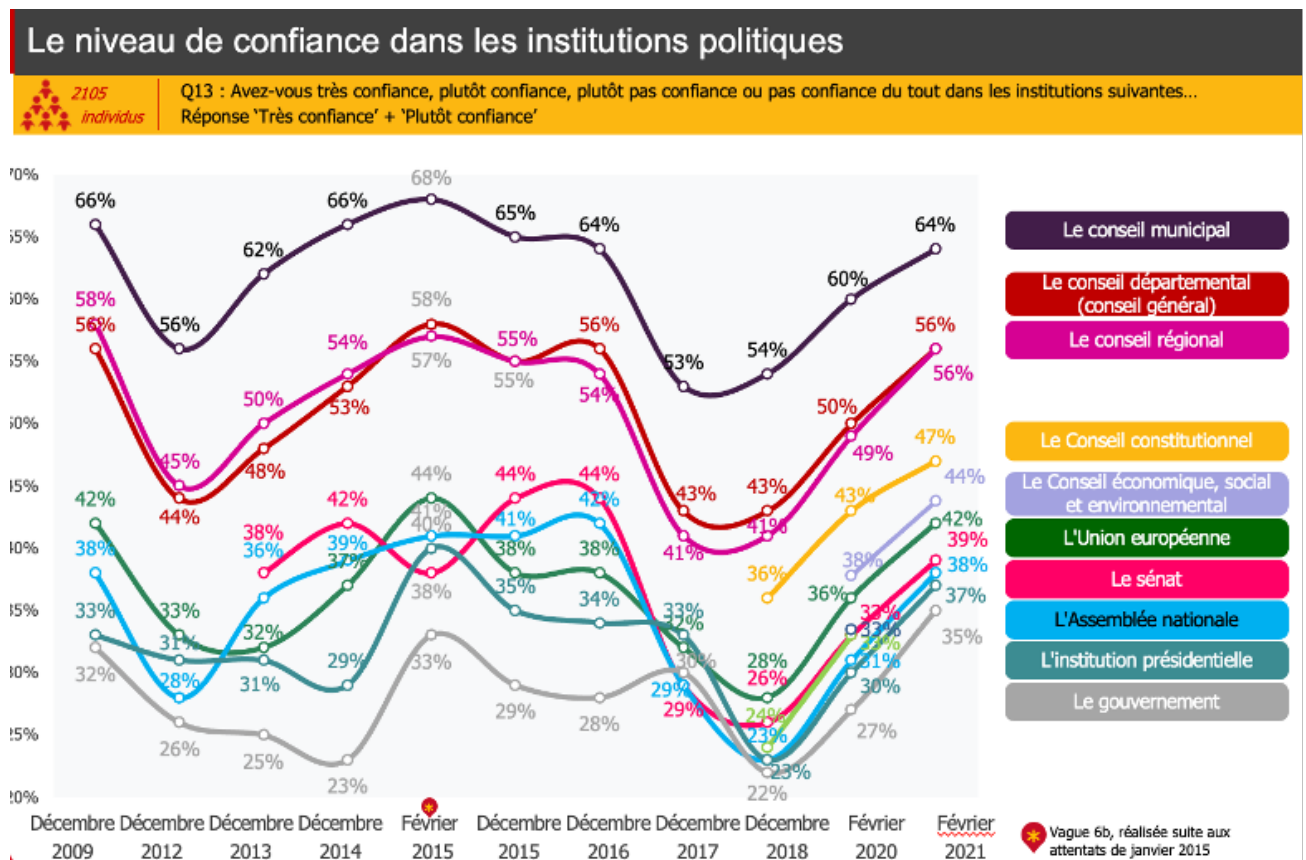
  Comparatif par rapport à la vague 11 (février 2020)

Il est par ailleurs tout à fait intéressant de constater à quel point ce pessimisme français se remarque au sein de toutes les générations, et non pas uniquement chez les jeunes – au contraire, ces sentiments négatifs ont plutôt tendance à augmenter avec l'âge. Néanmoins, un autre élément nous permet de saisir l'inquiétude et le manque de perspective de la jeune génération. Contrairement aux autres générations, le pourcentage de 18-24 ans déclarant que les gens peuvent changer la société par leurs choix et leurs actions a baissé de 13 points, passant de 82% à 69%, faisant de cette catégorie d'âge la génération la moins optimiste sur ce point. En réduisant les perspectives de court et de moyen terme et en entraînant un changement drastique des modes de vie, la crise liée à la Covid-19 a bien impacté de manière profonde le moral des Français.

Un regain de confiance dans une société de défiance

Si les résultats du Baromètre de la confiance politique permettent de saisir la fébrilité des Français dans la situation actuelle, certains éléments plus positifs sont observables. La confiance dans la plupart des institutions de notre pays, qu'elles soient politiques ou non, a sensiblement augmenté depuis l'année dernière, dans ce contexte de crise sanitaire. Même la confiance dans la police, institution pourtant largement décriée suite notamment à l'affaire Michel Zecler, a augmenté de 3 points pour atteindre 69% d'avis positifs.

Figure 3. Confiance des Français dans différentes institutions politiques de notre pays



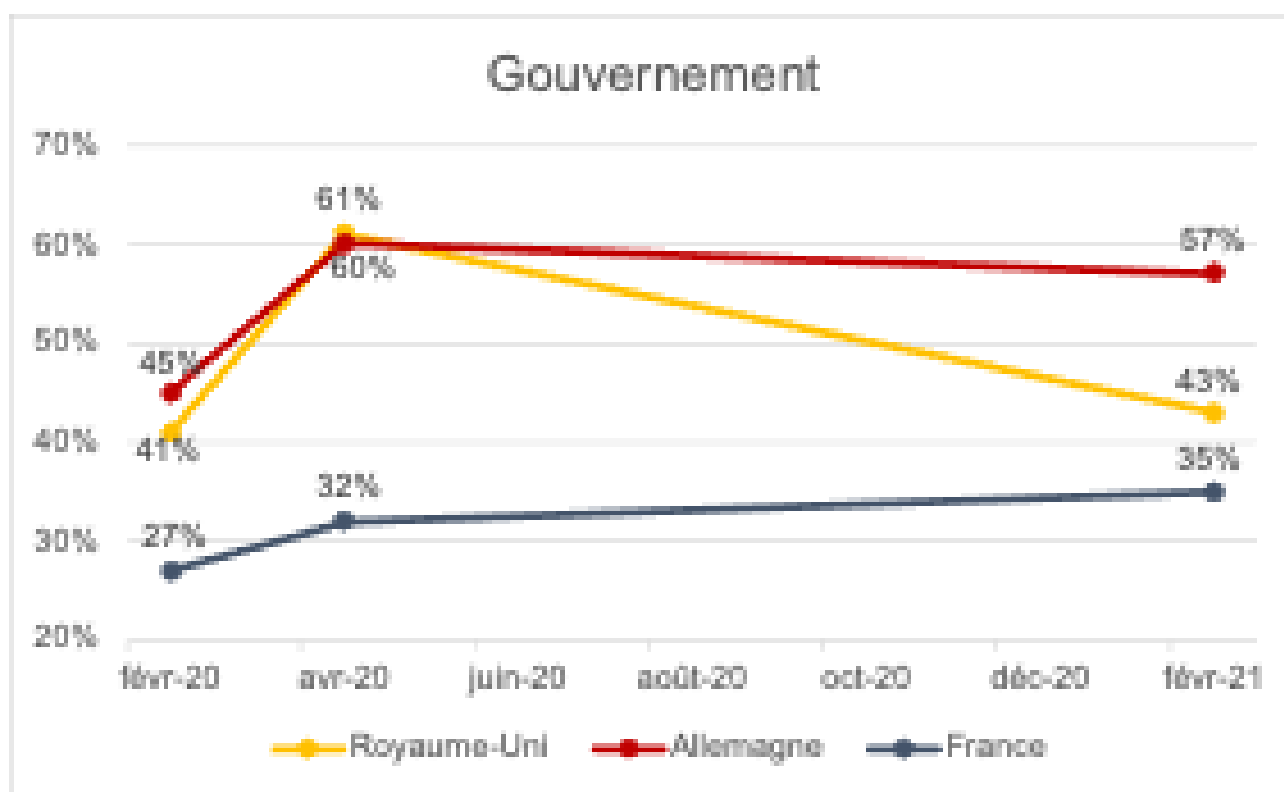
Cette augmentation de la confiance manifestée par les Français dans leurs institutions est par ailleurs relativement similaire au sein des différentes catégories d'âge, des différentes catégories socioprofessionnelles et des différentes sensibilités partisans (avec une exception notable pour les plus de soixante-cinq ans chez qui la confiance a le moins augmenté). Si la confiance institutionnelle conserve une forte dimension partisane – plus la proximité avec le parti au pouvoir est grande, plus la confiance institutionnelle le sera également –, force est néanmoins de constater que la conjoncture de la crise sanitaire a entraîné une augmentation de la confiance.

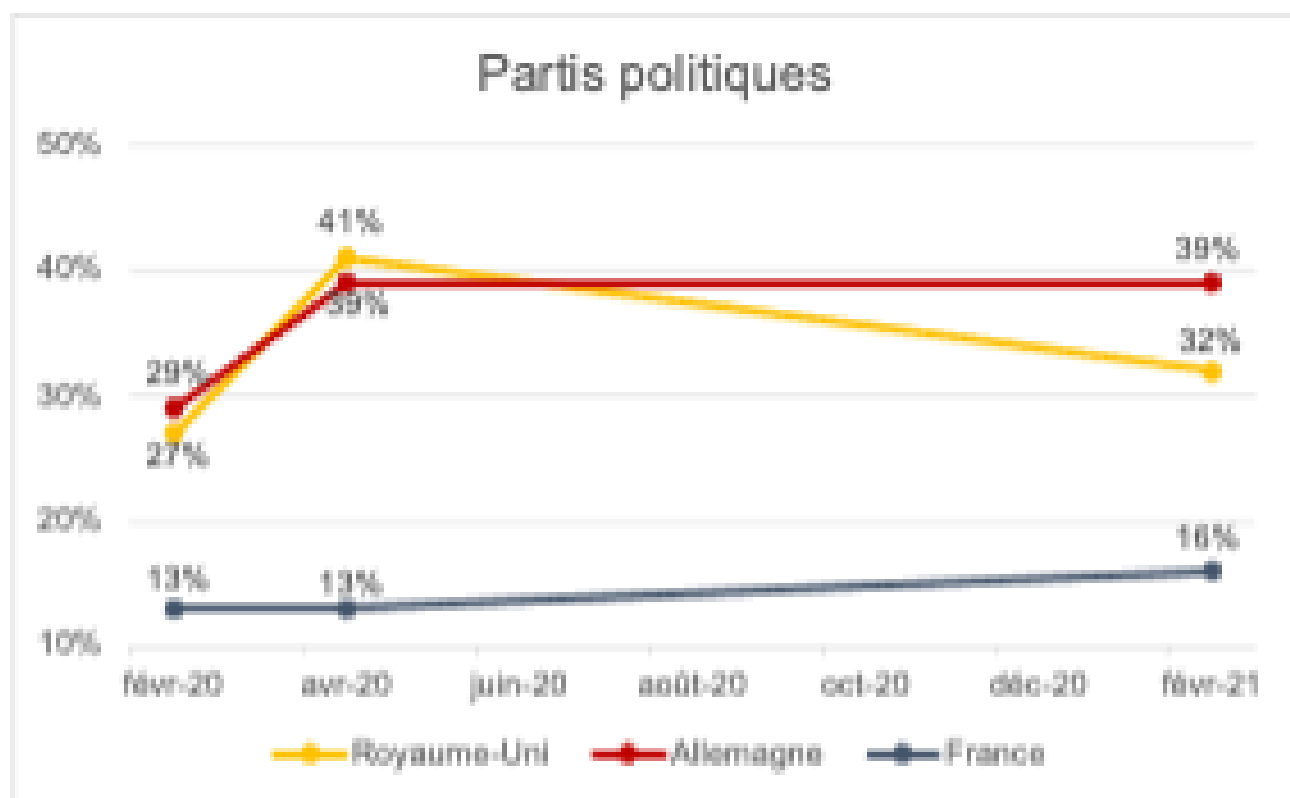
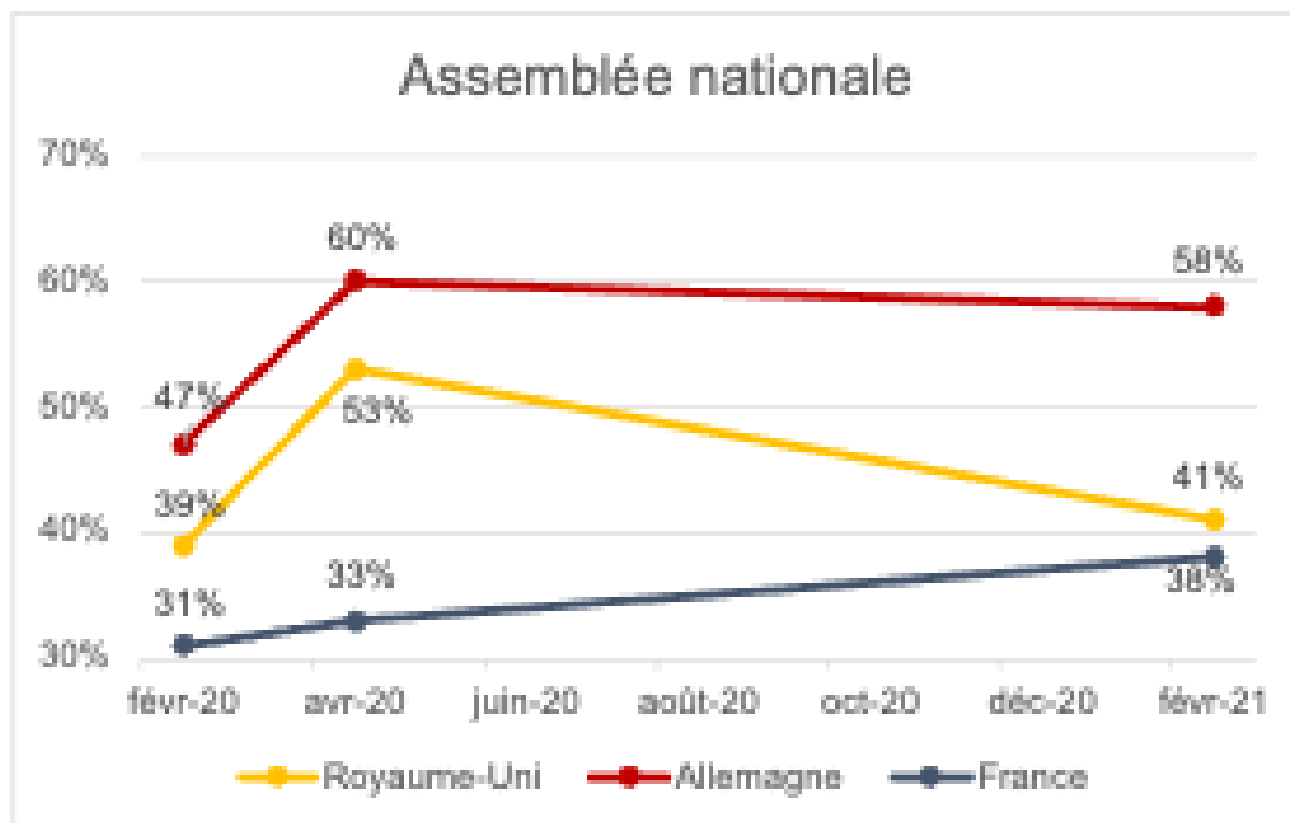
Comment expliquer un tel phénomène ? Tout d'abord, il est nécessaire de bien considérer qu'une dynamique d'augmentation de la confiance existait déjà avant l'apparition de la crise sanitaire. Comme on le remarque sur le graphique 3, l'augmentation de la confiance se constatait déjà dans le Baromètre de 2020, après la chute catastrophique de la confiance institutionnelle liée à la crise des « gilets jaunes ». Néanmoins, il semblerait que la crise sanitaire ait bien été à l'origine d'un accroissement supplémentaire de la confiance, ce que la littérature scientifique nomme le « rally round the flag ». L'incertitude et la crainte générée dans les périodes de crise ont tendance à fédérer les citoyens autour des fondamentaux et par là à entraîner un sursaut de confiance dans les différentes institutions du pays. Ce fut notamment le cas en France lors des différents attentats

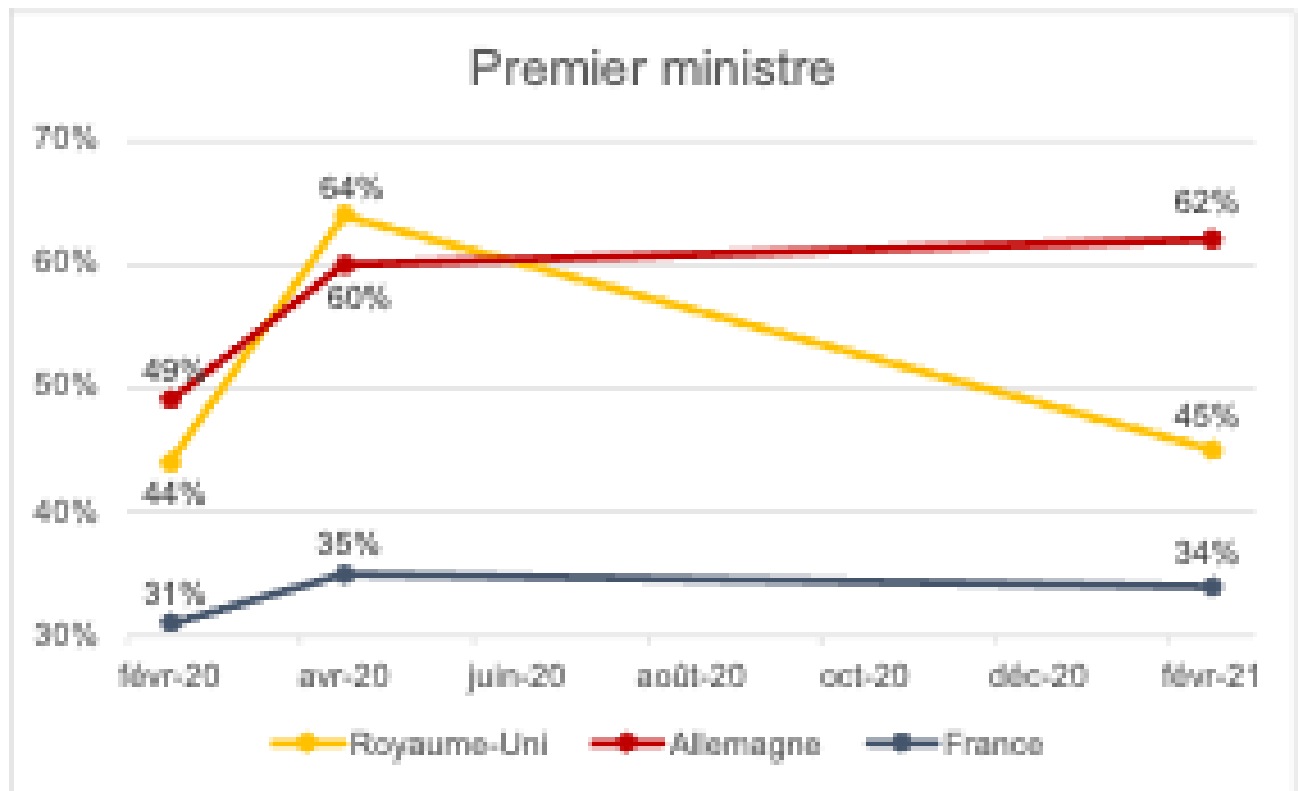
ayant touché le territoire national. On remarque, en effet, que pour la quasi-totalité des institutions, la confiance atteint des niveaux supérieurs à la période pré-« gilets jaunes ». Lorsque l'on considère les institutions politiques fondamentales (gouvernement et institution présidentielle), le niveau de confiance atteint actuellement rappelle largement celui de février 2015, autre période de crise – terroriste cette fois – ayant touché notre pays.

Puisque ce phénomène de « ralliement sous le drapeau » est lié à la conjoncture de la Covid-19, on le constate également chez nos voisins européens.

Figure 4. Évolution de la confiance envers différentes institutions politiques dans le contexte de crise sanitaire







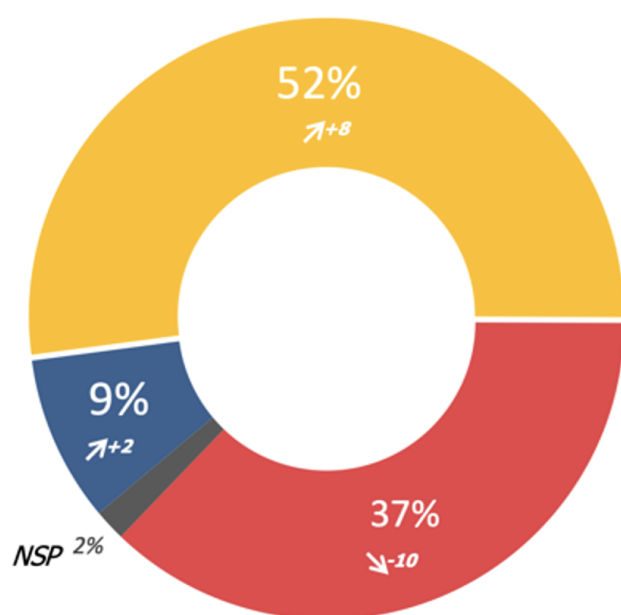
Lorsque l'on compare la France avec nos voisins allemands et britanniques, on constate rapidement que ce phénomène d'augmentation généralisée de la confiance institutionnelle s'est produit de manière assez différente dans ces trois pays. La première différence concerne les niveaux de confiance préalables à l'épidémie, beaucoup plus importants en Allemagne et au Royaume-Uni qu'en France. La deuxième différence concerne la vitesse du phénomène de regain de confiance. Quand la confiance a augmenté lentement en France depuis un an, on constatait en Allemagne et au Royaume-Uni un fort pic de confiance dès le mois d'avril, pic qui s'est d'ailleurs déjà fortement résorbé au Royaume-Uni. La troisième différence concerne l'ampleur de la vague de confiance qui fut à nouveau beaucoup plus puissante en Allemagne et au Royaume-Uni que dans le cas français.

Tout cela nous invite donc à remettre en perspective ces chiffres à première vue plutôt encourageants. Si la phase « gilets jaunes » est clairement refermée, il n'en demeure pas moins que nous vivons toujours dans une société de défiance, et ce malgré le phénomène de « ralliement sous le drapeau » propre à toutes les crises. Au niveau politique, seules les institutions de proximité (conseils municipal, départemental et régional) présentent des niveaux de confiance supérieurs à la moyenne. Quant aux principales institutions politiques de notre pays, elles montrent toujours des niveaux de confiance faméliques : 16% pour les partis politiques, 35% pour le gouvernement, 37% pour l'institution présidentielle...

Et pour les Français, le pire reste peut-être à venir

De manière plus étonnante, 52% des Français considèrent que, globalement, leur niveau de vie est resté stable, soit une augmentation de 8 points en un an, quand, dans le même temps, la proportion de Français pour qui le niveau de vie s'est dégradé a baissé de dix points.

Figure 5. Perception de l'évolution de son propre niveau de vie lors des dernières années (comparatif avec février 2020)



Il s'est amélioré



Il est resté stable



Il s'est dégradé

Si les 18-24 ans sont plus critiques sur ce point, les autres générations tendent finalement à relativiser leur situation. Cela vient-il remettre en question le pessimisme que nous évoquons plus haut ? Pas pour autant. D'une certaine manière, beaucoup de Français ont le sentiment de se trouver dans une situation intermédiaire, considérant à la fois que les conséquences sanitaires de la crise auraient pu être pires que ce qu'elles ont été mais craignant néanmoins que les conséquences économiques de la crise ne soient catastrophiques. Ainsi, 39% des Français se disent « très inquiets » de la situation économique de la France et 45% se déclarent également « assez inquiets ».

Dans le même ordre d'idée, on constate une assez grande stabilité dans le positionnement des Français sur les différents enjeux économiques et culturels, comme si, d'une certaine manière, la crise liée à la Covid-19 avait figé la situation politique du pays. Une telle stabilité ne durera cependant pas éternellement et il est fort à parier qu'à cette phase de léthargie succédera une phase de grands bouleversements.

Méthodologie

Étude OpinionWay réalisée pour Cevipof-Sciences Po en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès, la Fondation pour l'innovation politique, l'Institut Montaigne, le Conseil économique et social, auprès d'un échantillon de :

- 2105 personnes inscrites sur les listes électorales issu d'un échantillon de 2294 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
- 1842 personnes inscrites sur les listes électorales issu d'un échantillon de 1880 personnes représentatif de la population britannique âgée de 18 ans et plus.
- 1800 personnes représentatif de la population allemande âgée de 18 ans et plus
- 1811 personnes inscrites sur les listes électorales issu d'un échantillon de 1838 personnes représentatif de la population italienne âgée de 18 ans et plus.

Les échantillons ont été constitués selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de région de résidence et de taille d'agglomération (France).

L'échantillon a été interrogé en ligne sur système Cawi (Computer Assisted Web Interview).